

Michel Baupin

Chercheur associé au NIMEC

**Histoire de la pensée économique
et de son utilisation dans la réalité**

Plan

Introduction ⇒

La pensée pré-économique ⇒

La pensée libérale ⇒

La pensée marxiste ⇒

La pensée hédoniste et ultra-libérale ⇒

La pensée keynésienne ⇒

Conclusion ⇒

Introduction (1/2)

Depuis toujours, l'homme n'a trouvé que deux moyens pour régler le problème de sa survie :

- 1) il a assumé la continuité de la société en l'organisant autour de la tradition, le fils succédant au père selon un schéma immuable, et il a assuré l'accomplissement des tâches nécessaires au moyen d'une direction centralisée et autoritaire comme l'exprime, par exemple, le code Hammourabi (datant de 1752 avant JC),
- 2) il a laissé les individus agir librement en étant simplement reliés par un système d'échanges appelé « marché » dont l'élément central est le profit.

Après la période du haut Moyen Age allant du 6^{ème} au 11^{ème} siècle, l'organisation et la réalisation des croisades vont permettre à l'Europe de prendre un nouveau départ. Les 4 siècles à venir, du 12^{ème} au 15^{ème}, seront marqués par un dynamisme économique et culturel remarquable : c'est l'âge des châteaux forts et des cathédrales, des hommes preux et des hommes pieux.

Jusqu'au 15^{ème} siècle, n'ayant pas pris conscience des concepts économiques qui sont principalement ceux de « valeur », de « marché », d'« échange », de « capital » et de « produits du travail », il n'existe pas encore de pensée économique capable d'expliquer comment la société maintient son existence.



Introduction (2/2)

Tant que ces concepts ne furent pas identifiés, il n'y eut que quelques éclaircissements sur chacun d'eux pris séparément. Par exemple, pour Aristote, « il ne saurait y avoir communauté d'intérêts ni de vie sociale sans échange et il n'y aurait pas davantage d'échanges sans égalité, ni d'égalité sans commune mesure. » De leur côté, les Templiers vont mettre au point des outils financiers qui faciliteront les échanges.

Ainsi, de l'Antiquité jusqu'à la période allant du 15^{ème} au 18^{ème} siècle, les sociétés ont survécu en mettant en œuvre la tradition et l'autorité.

Après avoir évoqué les pratiques pré-économiques qui vont de l'Antiquité au 18^{ème} siècle, je présenterai, dans l'ordre historique de leur apparition, à partir du 18^{ème} siècle, les pensées libérale, marxiste, hédoniste et keynésienne que l'on qualifie habituellement d'« économiques ». C'est le manque d'objectivité de leurs auteurs qui a donné naissance à ces différents courants de pensée, chacun cherchant à transformer à sa convenance la réalité qu'il constatait, le plus souvent pour servir une cause, qu'elle soit salariale, patronale, étatique...

Je présenterai des applications pratiques au cours ou à la fin de chaque paragraphe.



La pensée pré-économique

La tradition et l'autorité ⇒

Les pensées mercantiles ⇒

L'innovation contre la tradition ⇒

Le profit comme idée nouvelle ⇒

Le temps des économistes ⇒



La tradition et l'autorité (1/2)

Sous la férule de la coutume et de l'autorité, les sociétés n'ont pas eu besoin d'économistes pour en faire l'analyse et cela d'autant plus lorsque l'on croit que la vie sur terre n'est qu'un préambule à la vie éternelle. La vie économique et la vie sociale ne forment alors qu'une seule et même réalité soumise à une morale religieuse imposant des comportements respectant la tradition en attendant cette vie meilleure et une autorité chargée de maintenir l'ordre dans la société.

Dans la réalité, les seigneurs ordonnaient et la production croissait ou déclinait en conséquence. Les problèmes étaient surtout monétaires comme le montrent les pratiques de Crésus au 6^{ème} siècle avant Jésus Christ. Il avait découvert que l'inflation était un bon moyen pour payer ses soldats en divisant par deux le nombre de pièces qui circulaient en Lydie mais en gardant l'ancienne valeur pour chacune des pièces, ce qui multiplia par deux la valeur de la masse monétaire en créant une importante inflation et un rejet total de la monnaie par la population.



La tradition et l'autorité (2/2)

Les « pensées économiques » avant Jésus-Christ sont constituées par une recherche de définition indépendantes les unes des autres des éléments qui permettront 2000 ans plus tard de construire un raisonnement économique : la valeur, l'échange, la production, la richesse, le profit, etc.

Dans la pratique, c'est la comptabilité qui cherche à mesurer ces éléments mais aussi les avoirs, les dettes et les intérêts des prêts, comme en témoignent en particulier les articles 104 et 105 du Code d'Hammourabi (1752 avant JC) :

§ 104 - Si un négociant a confié à un commis blé, laine, huile, ou tout autre denrée pour le trafic, le commis inscrira l'argent et le rendra au négociant. Le commis prendra un signé (ou reconnaissance) de l'argent qu'il a donné au négociant.

§ 105 - Si le commis a fait erreur et n'a pas pris un signé (ou reconnaissance) de l'argent qu'il a donné au négociant, l'argent non signé (sans reconnaissance) ne peut être porté à l'actif.



Les pensées mercantiles

Jusqu'au 15^{ème} siècle, l'idée qu'on pût « gagner sa vie » n'avait pas encore de consistance puisque celle-ci n'était que le préambule obligatoire à la vie éternelle. La découverte du Nouveau Monde et l'afflux en Europe d'or allaient modifier les comportements pour améliorer le genre de vie en multipliant les échanges de produits qui n'entraient pas dans le cadre de la tradition et de l'autorité. En réaction, dans chaque pays, au moyen de stratégies différentes, les rois et les empereurs mirent en œuvre une pensée « mercantile » consistant à favoriser les exportations pour faire entrer de l'or dans le pays tout en limitant les importations pour ne pas qu'il en sorte. En France, la mise en œuvre par Colbert de la pensée mercantile a pris le nom de « colbertisme » pour désigner les stratégies interventionnistes de l'Etat dont nous avons gardé des traces encore de nos jours. Cependant, le débat en 1568, en France, entre Jean Bodin et Jean de Malestroit sur le rôle de la monnaie dans le développement de l'inflation indiquait l'émergence d'un début de réflexion économique.



L'innovation contre la tradition

Du 15^{ème} au 18^{ème} siècle, un lent changement social fondé sur la commercialisation de la terre et le développement des échanges ne s'inscrivant pas dans la tradition et l'autorité, s'est mis en place pour déboucher sur un monde affairé, empressé et ivre d'innovations et de liberté pour tous.

Au risque d'être condamné à mort, ce fut, pour sortir de la tradition et de l'autorité, un long combat des activités en place refusant la concurrence des activités nouvelles. Par exemple, en 1666, en France, l'importation des Indes de calicots imprimés menaçant de nuire à l'industrie du vêtement, 6 000 personnes sont condamnées à mort ! Et malgré le supplice de la roue, la condamnation aux galères et les pendaisons, le commerce des calicots s'accrut considérablement. La société entraît progressivement dans une organisation centrée sur les échanges et leur développement, c'est-à-dire sur cette grande invention sociale qu'est le marché .



Le profit comme idée nouvelle

Au 18^{ème} siècle, le développement des innovations déboucha sur la Révolution Industrielle et sur l'affirmation du marché comme support aux relations sociales. Dorénavant, les gens ne cherchaient plus à survivre en se soumettant à la tradition et à l'autorité, mais en agissant librement en tant qu'individus simplement reliés par le marché lui-même. A la base de ce nouveau comportement, la prise de conscience de l'existence potentielle d'un profit dans les échanges prit consistance en Europe. Par exemple, en France, en 1720, la banqueroute de Law représente cette idée nouvelle du profit qui s'enracina si profondément dans les consciences que les hommes affirmaient vigoureusement qu'elle correspondait à une attitude éternelle et universelle.

Le développement des échanges et des marchés allait engendrer des luttes qui ont révélé le besoin de les inscrire dans une nouvelle explication du fonctionnement de la société, laquelle allait former le contenu de ce que l'on appellera plus tard « l'économie ».



Le temps des économistes

Au départ, de nombreuses raisons furent évoquées pour expliquer le chaos de la nouvelle vie quotidienne en le coiffant d'un semblant d'ordre mais aucun modèle ne donnait pleine satisfaction. L'or et le commerce ne furent pas les seuls concepts que l'on utilisa. Certains disaient qu'une nation doit acheter moins qu'elle ne vend pendant que d'autres soutenaient le contraire. Certains affirmaient que le commerce faisait la richesse d'une nation et exaltaient le commerçant alors que d'autres disaient que le commerce allait faire disparaître la paysannerie. D'autres pensaient que la pauvreté était une volonté divine permettant d'engendrer la richesse et non un fléau social capable d'en créer....

De cette mêlée de rationalisations contradictoires émergea l'idée que l'homme cherchait à comprendre le monde où il vivait comme l'a résumé le Dr Samuel Johnson en disant en 1760 : « Rien ne requiert davantage une explication philosophique que le commerce ». En un mot, le temps des économistes était arrivé et parmi eux, Adam Smith qui publia en 1776 son « *Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations* » fut le plus célèbre.



La pensée libérale

Apports d'Adam Smith (1723 – 1790) ⇒

Apports de David Ricardo (1772 – 1823) ⇒

Apports de Jean-Baptiste Say (1767 – 1832) ⇒



Apports d'Adam Smith : la Richesse des Nations

Intérêt personnel et bien être collectif ⇒

La division du travail dans une manufacture d'épingles ⇒

Valeur d'usage, valeur d'échange et valeur travail ⇒

La main invisible et la loi du marché ⇒



Intérêt personnel et bien être collectif

En 1759, Adam Smith publia le livre *Théorie des sentiments moraux* qui montrait qu'il serait bénéfique pour la société que l'homme suive son intérêt personnel.

« Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du brasseur ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais plutôt du soin qu'ils apportent à la recherche de leur propre intérêt. Nous ne nous en remettons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme. »



La division du travail dans une manufacture d'épingles

Smith part de l'exemple d'une manufacture qui fabrique des épingles pour montrer que la division technique du travail est source de productivité. Lorsque le travail n'est pas divisé, chaque homme devant réaliser seul une épingle dans son intégralité, « pourrait peut être faire une épingle dans toute sa journée et certainement il n'en ferait pas une vingtaine ». Par contre, si chaque ouvrier est spécialisé dans une tâche particulière, la production journalière serait de 48 000 épingles avec 10 ouvriers, soit une productivité par tête et par jour de 4800 épingles ! La productivité se trouve ainsi multipliée par 240 (de 20 par ouvrier à 4800).



Valeur d'usage, valeur d'échange et valeur travail

Pour raisonner dans un champ homogène, A. Smith décomposa la valeur d'un bien en deux , son utilité ou « valeur d'usage » et sa « valeur d'échange » qui, pour lui, était égale à la quantité de travail qui a été nécessaire pour produire et vendre le bien, ce qu'il appela la « valeur travail ». Si un bien doit nécessairement avoir une valeur d'usage pour être acheté, son prix sur le marché se réglera sur sa valeur travail. Il pensait que le travail était un des constituants du produit vendu.

Il a été amené à distinguer dans son raisonnement les biens rares dont la valeur dépend de la subjectivité de l'acheteur et les biens reproductibles à volonté qui sont les seuls à présenter un prix objectif pouvant être expliqué rationnellement. Comme le disait déjà Aristote (philosophe grec au 4^{ème} siècle avant Jésus-Christ), « dans un échange sur le marché, les valeurs échangées doivent être égales pour qu'aucun des coéchangistes ne soit lésé et cette égalité n'est possible que si ces valeurs sont objectives ».



La main invisible et la loi du marché

Adam Smith se demande quel mécanisme structure la société et l'empêche de se disloquer lorsque chacun recherche activement son intérêt personnel ? Ce problème le conduit à formuler la métaphore de la « main invisible » par laquelle « les intérêts et passions individuels » étaient guidés dans la direction « la plus favorable aux intérêts de la société tout entière » grâce au mécanisme de la concurrence. Son raisonnement est le suivant : l'intérêt personnel conduit les hommes à accepter tout travail que la société consent à rémunérer. Cependant, un autre facteur doit empêcher certains individus de rançonner la société. Ce facteur régulateur, c'est la concurrence, qui est une conséquence sociale bénéfique des intérêts conflictuels de tous les membres de la société. « Qu'un individu se laisse emporter par son appétit de profit et il verra surgir des concurrents pour lui prendre son métier. » C'est la loi du marché. Ainsi, les motifs égoïstes de l'homme conduisent au plus inattendu des résultats : l'harmonie sociale.

Enfin, A. Smith a trouvé dans le mécanisme du marché un procédé autorégulateur d'approvisionnement des biens et services destinés aux différents marchés.



Apports de David Ricardo

Précision importante sur la valeur travail \Rightarrow

Le concept de capital exclut la monnaie et l'homme \Rightarrow

Les notions de profit et de rente \Rightarrow

Le paradoxe de l'imperfection du marché \Rightarrow

La loi des avantages comparatifs et les délocalisations \Rightarrow

Apport de Jean-Baptiste Say

La loi des débouchés \Rightarrow

Précision importante sur la valeur travail

Ricardo reprend la distinction faite par A. Smith sur la valeur d'usage et la valeur d'échange ainsi que celle sur les biens rares et ceux qui sont reproductibles à volonté. Par contre, il défend l'idée logique et objective que le travail n'est pas un élément du produit, il n'est que le moyen qui permet de comparer les valeurs d'échange entre elles. Cette distinction est d'une portée considérable car elle montre qu'il n'existe pas de marché du travail.



Le concept de capital exclut la monnaie et l'homme

Ricardo définit le capital par sa propriété technique : « c'est ce qui est utilisé dans la production pour donner effet au travail ». C'est donc un ensemble de biens qui sont des produits d'un travail ancien et qui vont permettre de fabriquer de nouveaux biens au moyen d'un travail nouveau. Cette définition exclut la monnaie et l'homme lui-même du capital parce qu'ils ne sont pas des produits d'un travail.



Les notions de profit et de rente

Ricardo distingue le profit et la rente. Le profit est la rémunération moyenne touchée par celui qui met à la disposition de la société un bien en repoussant à plus tard son utilisation quel que soit le secteur d'activité. Par exemple, le profit moyen annuel en France est de 5%. S'il touche plus que ce profit, la différence entre les deux constitue une « rente ». S'il touche moins que ce profit moyen, il réalise une perte. En comptabilité, le profit correspond à la dotation aux amortissements et la rente au bénéfice comptable.



Le paradoxe de l'imperfection du marché

Pour attirer des capitaux, un marché doit être rentable, c'est-à-dire qu'au moins une entreprise fasse mieux que chacune des autres, ce qui suppose qu'elle se trouve dans une situation de monopole temporaire signifiant ainsi que le marché n'est pas parfait. Nous nous trouvons alors devant un paradoxe : il ne peut y avoir concurrence sur un marché que si au moins une entreprise est rentable, c'est-à-dire si elle est en situation de monopole temporaire.



La loi des avantages comparatifs et les délocalisations (1/3)

La « loi des avantages comparatifs » postule que s'il existe une différence entre les coûts comparés de produits identiques entre plusieurs pays, chacun d'eux trouvera avantage à se spécialiser et à exporter dans la production des biens pour lesquels il dispose du plus fort avantage ou du moindre désavantage en important les autres biens produits dans les autres pays.

Exemple numérique ⇒

Apport de Jean-Baptiste Say : La loi des débouchés

La formulation est très simple : « toute offre crée sa propre demande ». Cette loi postule qu'il ne peut y avoir de crises durables en économie de marché, seulement des adaptations conjoncturelles, si le marché fonctionne dans de bonnes conditions de concurrence. Elle suppose aussi que les marchandises s'échangent contre des marchandises et donc que la monnaie ne sert qu'à faciliter les échanges.

Pour les libéraux, dans l'échange, l'offre est le fait principal et la demande est secondaire.



La loi des avantages comparatifs et les délocalisations (2/3)

Production pendant le même nombre d'heures de travail		
	Drap	Vin
Angleterre	10 mètres	100 litres
Portugal	20 mètres	400 litres

Pendant le même nombre d'heures de travail, le Portugal est meilleur que l'Angleterre dans les productions de drap et de vin. L'Angleterre doit-elle alors fermer ses frontières pour éviter que ne s'écroule son industrie ? Elle constate qu'avec 10 mètres de drap, elle obtiendra 100 litres de vin chez elle alors qu'au Portugal, elle en obtiendra 200 litres puisque 20 mètres au Portugal s'échange contre 400 litres de vin. Elle a donc intérêt à se spécialiser dans la fabrication du drap où elle possède un avantage relatif (où son désavantage est le moins grand)

Production pendant le même nombre d'heures de travail		
	Drap	Vin
Angleterre	10 mètres	200 litres portugais au lieu de 100 litres anglais
Portugal	10 mètres	200 litres



La loi des avantages comparatifs et les délocalisations (3/3)

Le raisonnement est le même en ce qui concerne le Portugal. Il constate qu'avec 400 litres de vin, il obtiendra 20 mètres de drap en interne alors qu'en Angleterre, il en obtiendra 40 m puisque dans ce pays, 100 litres de vin s'échangent contre 10 mètres de drap et donc 400 litres de vin s'échangeront contre 40 mètres de drap. Il a donc intérêt à se spécialiser dans la production du vin où il possède un avantage relatif (où son désavantage est le moins grand).

Production pendant le même nombre d'heures de travail		
	Drap	Vin
Angleterre	40 mètres	400 litres
Portugal	40 mètres anglais au lieu de 20 mètres portugais	400 litres

L'analyse de Ricardo montre ainsi que la spécialisation fondée sur les avantages comparatifs permet une augmentation simultanée de la production de vin et de drap, à condition que la production du pays le plus désavantagé, ici l'Angleterre, ne se délocalisent pas au Portugal, ce qui suppose que les industriels anglais ne soient pas incités à s'installer au Portugal, notamment en raison d'une fiscalité qui leur serait défavorable en Angleterre.

La pensée marxiste

Travail et force de travail \Rightarrow

La plus-value \Rightarrow

La baisse tendancielle du taux de profit \Rightarrow



Travail et force de travail

Marx (1818 – 1883) pense comme Ricardo que le travail n'est pas une marchandise faisant l'objet d'un marché : il ne s'achète ni ne se vend. Il va reprendre ensuite le piège tendu par A. Smith en donnant comme substance à la valeur la force de travail dont l'utilité, c'est-à-dire la valeur d'usage, est le travail lui-même. C'est donc la force de travail qui fait l'objet d'un marché. Or, la force d'un travail est une grandeur définissable et mesurable en calories dans le domaine de la physique et non dans celui de l'économie. Marx commet une grave erreur logique en affirmant que, par exemple, 20 heures de force de travail valent un téléviseur, ce qui revient à affirmer que la valeur du produit de la force de travail (le téléviseur) mesure la valeur de cette force elle-même, alors qu'il s'agit de choses hétérogènes ne possédant aucun dénominateur commun de mesure.

Faire du travail ou de la force de travail une marchandise, c'est variabilisé leur valeur en les soumettant à l'emprise du marché et au pouvoir de l'Etat. La valeur d'un bien étant fonction de la quantité de travail, ou de force de travail, qu'il a fallu dépenser pour le vendre, il devient impossible d'expliquer comment se forme sa valeur puisque celle du travail lui-même n'est pas fixe. Ainsi, en attribuant une valeur marchande au travail ou à la force de travail, tous les concepts économiques deviennent flous et inutilisables pour expliquer le fonctionnement de la société.

La plus-value

Pour Marx, la pensée libérale est incapable d'expliquer le contrat de travail par la loi générale de l'égalité des valeurs dans l'échange. Selon lui, le salaire touché par le travailleur représente dans tous les cas une valeur plus faible que le produit de son propre travail qu'il livrera à son employeur. Par exemple, si le salarié travaille 8 heures dans une journée, il touchera un salaire correspondant à la force de travail utilisée pendant les 4 premières heures alors que son employeur touchera la valeur du produit total de 8 heures de force de travail et donc un profit ici de 100 % que Marx appelle plus-value. En affirmant cela, Marx commet l'erreur de confondre l'échange instantané et l'échange échelonné dans le temps, c'est-à-dire 2 opérations d'échange en une seule car avant de participer à l'échange, le salarié doit reconstituer la valeur du salaire qu'il touche puisque celui-ci appartient à son employeur qui est le seul à pouvoir le consommer, ce qu'il fait au cours des 4 premières heures pour pouvoir ensuite participer réellement à l'échange au cours des quatre heures suivantes. C'est à cette condition seulement qu'il y a égalité des valeurs échangées entre le salarié et son employeur.



La baisse tendancielle du taux de profit

Marx pense que seul le travail humain, qu'il appelle « travail vivant », est capable de créer de la plus-value. Les outils de production tels que les machines, qu'il appelle « travail mort », ne le peuvent pas. En conséquence, au fur et à mesure que de nouvelles machines sont introduites dans les entreprises en remplaçant des salariés, le travail vivant et donc la plus-value diminue. Selon lui, pour compenser cette diminution, les entreprises fortement mécanisées s'approprient la plus-value des entreprises qui le sont peu.

C'est pour le moins étonnant de penser que la plus value appropriée, par exemple par Renault, provient de celle dégagée dans les entreprises peu mécanisées du fait de la nature de leur production (!)



La pensée hédoniste et ultra-libérale

Les hédonistes sont aussi appelés « néo-libéraux », « néo-classiques », « marginalistes » et « ultra-libéraux ».

- ✓ Selon l'Anglais Jevons (1835 – 1882) : « l'objet de l'économie est de déterminer le maximum de bonheur qui peut être réalisé en achetant le plus de plaisir possible avec le moins de peine possible ».
- ✓ Selon l'Autrichien Böhm-Bawerk (1851 – 1914) : l'objet de l'économie est le même que celui de faire des choix pour remplir une valise, c'est-à-dire de faire des choix dans un univers de rareté.
- ✓ Selon le Français Walras (1834 – 1910) : dans l'échange, la demande doit être considérée comme le fait principal et l'offre comme un accessoire.

Le besoin au centre de la vie économique \Rightarrow

L'ultra-libéralisme ou la coupure avec le libéralisme \Rightarrow

Le besoin au centre de la vie économique (1/3)

- ✓ Les hédonistes cherchent à expliquer les prix de tous les biens qu'ils soient reproductibles à volonté ou rares au moyen de la solution au paradoxe de l'eau et du diamant : dans un désert, un seul litre d'eau a une valeur d'échange bien plus grande qu'un sac de diamants. Pourtant, dans la vie courante, l'eau est plus utile que les diamants et vaut beaucoup moins. Pour les hédonistes, la valeur de l'eau est faible parce qu'elle est fonction de l'utilité de la dernière unité utilisée qu'ils appellent « unité marginale ». Pour cette raison, ils sont aussi appelés « marginalistes ». Ainsi, si l'on possède beaucoup d'eau, en ajouter un litre ne modifiera pas significativement l'utilité de l'ensemble. En disant cela, les hédonistes font de la rareté du produit, et donc du besoin, la cause universelle de la valeur d'échange, c'est-à-dire du prix sur le marché, la demande devenant le fait principal autour duquel doit s'ordonner l'économie.

Les hédoniste ont oublié que, dans un désert, il n'y a pas de marché !



Le besoin au centre de la vie économique (2/3)

Quelques conséquences pratiques de l'application des idées hédonistes :

- ✓ **Dans une économie fondée sur le besoin, c'est-à-dire sur la demande, les entreprises trouvent une justification à leurs pratiques publicitaires visant non plus à convaincre le consommateur d'acheter un produit mais à créer un effet sur son esprit en lui faisant croire qu'il a besoin de celui-ci. Les besoins étant infinis, leur satisfaction correspond à une consommation improductive des ressources naturelles alors qu'il faudrait dégager de la production courante un plus grand surplus pour investir et créer des emplois, tout en économisant les ressources naturelles.**
- ✓ **Raisonnant à la marge, sur la dernière unité utilisée, une liaison semble d'établir entre le montant du salaire et le niveau de l'emploi. Chaque entreprise embauchera de nouveaux salariés jusqu'au moment où le salaire du dernier embauché sera égal à la recette provenant de la vente des produits qu'il fabrique. Si elle emploie un salarié de plus, elle subira une perte et, dans le cas inverse, elle se privera d'un bénéfice.**



Le besoin au centre de la vie économique (3/3)

Compte tenu de ce raisonnement, les entreprises sont encouragées à réclamer au pouvoir politique des diminutions de salaire pour lutter contre le chômage. Si l'on considère le salaire total qui est la somme du salaire brut et des cotisations et charges patronales, c'est bien ce que l'on constate quand il est décidé de réduire celles-ci. Ce qui est privilégié ici, c'est le salaire proposé par les employeurs qui sont demandeurs du travail d'autrui. On retrouve la caractéristique principale de la pensée hédoniste faisant de la demande le centre de la vie économique.

- ✓ **Pour les hédonistes, s'il est décidé une augmentation du salaire minimum, cela aura nécessairement comme conséquence que de nombreux salariés coûteront plus qu'ils ne rapportent. Pour éviter cela, les entreprises devront augmenter la productivité du travail pour diminuer le coût de chaque heure travaillée en introduisant de nouvelles machines ou en modifiant leur organisation, etc. et cela, bien souvent au détriment des salariés eux-mêmes.**



L'ultra-libéralisme ou la coupure avec le libéralisme

- ✓ **Les hédonistes ont appliqué leur raisonnement à la dernière unité de trésorerie détenue par l'entreprise. Ils ont été aidés en cela par le faible taux d'intérêt proposé par les banques au détriment du taux de rentabilité exigé des actionnaires. Alors que la trésorerie disponible devrait être utilisée pour investir et créer des emplois, les dirigeants s'en servent pour racheter les actions de leur entreprise afin d'en faire monter le cours et ainsi permettre aux actionnaires de toucher des plus-values.**
- ✓ **Cette pratique fragilise l'entreprise qui, en cas de difficultés sur ses marchés, ne dispose plus d'un montant de capitaux propres suffisant pour faire face, ce qui l'amène à réduire les « charges » notamment salariales à travers la mise en place de plans sociaux.**
- ✓ **En favorisant ainsi la finance de l'entreprise au détriment de l'emploi, les hédonistes ont été appelés « ultra-libéraux », ce qui laisse penser qu'ils prolongent la pensée libérale des fondateurs tels que Smith et Ricardo alors qu'ils en sont les détracteurs.**



La pensée keynésienne

Rejet de la loi des débouchés de JB Say ⇒

La propension à consommer et le multiplicateur d'investissement ⇒

La monnaie est un « élixir » et le rôle de l'Etat ⇒



Rejet de la loi des débouchés de JB Say

Keynes (1883 – 1946) veut discréditer définitivement la loi des débouchés de JB Say qui supposait que si le marché fonctionne dans de bonnes conditions de concurrence, les crises globales sont impossibles. Pour cela, il propose que le niveau de l'emploi soit expliqué de deux manières différentes : par la pensée libérale lorsqu'il y a plein emploi et par celle qu'il développe lorsqu'il y a sous-emploi.

Autrement dit, Keynes suppose qu'il y a deux théories différentes pour expliquer le fonctionnement social selon que l'on est en plein emploi ou en sous-emploi. C'est comme si il fallait une théorie pour expliquer pourquoi un objet fonctionne et une autre pour expliquer pourquoi il ne fonctionne pas, ce qui intellectuellement n'est pas concevable car c'est la même théorie qui doit expliquer pourquoi ça marche et pourquoi ça ne marche pas.



La propension à consommer et le multiplicateur d'investissement

La théorie que Keynes propose pour lutter contre le chômage en cas de sous-emploi, repose sur l'idée que les entreprises n'investiront que si elles supposent que la demande sera suffisante. La propension à consommer devient alors la variable explicative du fonctionnement de l'économie en constituant la base du multiplicateur d'investissement selon la formule : $I(\text{investissements}) = 1 / (1 - C(\text{propension à consommer}))$.

Par exemple, si la propension à consommer $C = 0,6$, le multiplicateur d'investissement est égal à : $I = 1 / (1 - 0,6) = 1 / 0,4 = 2,5$.

Si la propension à consommer $C = 0,8$, le multiplicateur d'investissement est égal à :
 $I = 1 / (1 - 0,8) = 1 / 0,2 = 5$.

Ainsi, selon Keynes, plus la propension à consommer est élevée, plus le multiplicateur d'investissement, et donc la capacité par les entreprises à créer des emplois, est lui aussi élevé. Il oublie que la propension à consommer est de nature subjective qui, de ce fait, introduit l'indéterminé au centre de la réflexion économique.



La monnaie est un « élixir » et le rôle de l'Etat

Pour que la demande augmente, il faut que les gens disposent d'une quantité suffisante de monnaie que Keynes conçoit comme l'élixir du bien-être, l'Etat devant intervenir pour satisfaire à cette condition en utilisant tous les outils à sa disposition : politiques budgétaire, fiscale, de redistribution, monétaire en créant de l'élixir monnaie et en utilisant les taux d'intérêt.

Ainsi, pour Keynes, pour empêcher le chômage, il faut encourager constamment la propension à consommer des produits dont l'utilité est de plus en plus contestable en fournissant de la monnaie aux citoyens grâce à l'intervention quasi permanente de l'Etat.



Conclusion 1/2

Les premiers libéraux, notamment Ricardo, avaient posé les bases d'une véritable science économique en la fondant sur l'offre de biens dont la valeur est fonction de cette grandeur objective qu'est le temps de travail. Les courants de pensée qui lui ont succédé, marxiste, hédoniste et keynésien, en fondant la valeur sur la demande qui est fonction de cette notion hautement psychologique et subjective qu'est le besoin, ont rompu avec cette recherche scientifique pour proposer des concepts impossibles à utiliser si l'on veut concevoir une pensée économique objective capable d'aider à diriger le pays et les entreprises. Avec les multiples interventions de l'Etat pour favoriser tel groupe social un jour et un autre le lendemain, il n'y a plus de marché tel que l'avaient défini Adam Smith et Ricardo pour structurer la société..



Conclusion 2/2

En faisant de la demande le moteur de la croissance et du plein emploi, c'était encourager la recherche de la satisfaction immédiate maximale au détriment de celle des besoins futurs dont ceux qui sont collectifs, ceux qui permettent un mode de vie apaisant, ceux qui ne gaspillent pas de manière inconsidérée les ressources naturelles. Pour les authentiques libéraux, l'offre sur le marché fonctionnant dans de bonnes conditions de concurrence, permet de régler rationnellement le fonctionnement de l'économie.

Cette conception d'une valeur d'échange fonction du besoin s'est étendue au système monétaire favorisant la financiarisation de l'économie à partir du début des années 1980 et appelée « ultra-libéralisme » avec toutes les conséquences sociales qu'elle implique.



Je vous remercie de votre attention